

## LES LIBERAUX BELGES FACE A LA GUERRE CIVILE ESPAGNOLE.

par

Marc D'HOORE  
Licencié en histoire ULB.

S'il est un des aspects des répercussions politiques de la guerre civile espagnole en Belgique resté longtemps complètement ignoré, c'est bien celui qui concerne la manière dont cet événement fut ressenti par les libéraux.

Et certes, il est évident que cette question n'a jamais eu la dimension "spectaculaire" qu'elle revêtit dans le cas des socialistes. Les décisions politiques que la guerre d'Espagne imposa en Belgique ne furent guère l'objet de conflits entre leaders libéraux ni de tensions apparentes au sein du Parti Libéral.

L'absence, également, d'une position globale des libéraux vis-à-vis de l'évènement permet de mieux comprendre l'oubli dont ceux-ci seuls pâtirent tant dans les histoires générales qui ont rendu compte des problèmes que la question espagnole suscita en Belgique (1) que dans le premier article consacré au sujet et intitulé, quelque peu abusivement, "Les partis politiques belges et la guerre civile espagnole" (2).

Ce sont les analyses de presse menées ultérieurement qui ont fourni les premières indications quant aux réactions libérales au conflit espagnol.

(1) Celles-ci ont, l'une après l'autre, perpétué l'image d'un clivage entre socialistes et communistes, appuyant la République espagnole contre le "fascisme international", d'une part, catholiques, rexistes et nationalistes flamands soutenant le combat de Franco pour l'ordre et la foi contre le "communisme international", d'autre part. Cf. C.H. HOJER, *Le régime parlementaire belge de 1918 à 1940*, Uppsala, 1946, p. 257; Th. LUYCKX, *Politieke geschiedenis van België*, Tome II, (1789-1949), Amsterdam-Bruxelles, 1977, p. 366; E. WITTE et J. CRAEYBECKX, *Politieke geschiedenis van België sinds 1830*, Anvers, 1981, p. 249.

(2) Lieutenant A. DE SMET, "Les partis politiques belges et la guerre civile espagnole", *Res Publica*, IX, 1967-4, pp. 699-713. Cet article constitue la synthèse du mémoire que le lieutenant De Smet présenta à l'Ecole Royale Militaire, *La Belgique et la guerre civile espagnole (1936-1939)*, Bruxelles, Année académique 1965-1966.

Faisant le point sur la question, J. Gotovitch en a esquissé les grands traits, en soulignant tout à la fois la violence avec laquelle une certaine presse libérale manifesta son hostilité au gouvernement de Madrid, et le contraste saisissant opposant ces journaux à deux de leurs confrères de la même mouvance, la *Dernière Heure* et l'*Express* de Liège, qui condamnèrent énergiquement la rébellion nationaliste (3). Il est intéressant, dès lors, d'envisager la question dans un cadre plus large englobant non seulement la presse d'opinion libérale mais également le Parti et les organisations libérales, tout en la replaçant dans le contexte qui vit naître et se développer ce qui apparaît avant tout comme la "grande peur bourgeoise" des années 1936-1940.

### LES LIBERAUX BELGES ET LE PROBLEME DU FRONT POPULAIRE.

Bien avant que n'éclate la guerre civile espagnole, se mettent en place les divers éléments qui conditionneront par la suite toutes les réactions libérales. La première étape de l'apparition, dans les milieux bourgeois, de cette véritable psychose du "péril rouge" est marquée, en effet, par les tentatives de mise sur pied de "Fronts populaires" en Espagne, en France mais aussi en Belgique.

Issus des milieux intellectuels, à Bruxelles, à Liège, à Gand, des Comités de Vigilance des Intellectuels Antifascistes oeuvrent dès 1935 à la constitution d'une concentration antifasciste qui, sous la dénomination de "Front populaire" regrouperait les communistes, les socialistes, les libéraux et les démocrates chrétiens (4). Un premier grand meeting organisé à Bruxelles à l'initiative du CVIA rassemble le 3 août 1935 diverses organisations. Parmi les orateurs, figure Henri Janne, président de la Jeune Garde Libérale de Bruxelles-Ville (5).

Le mouvement enclenché va aller dès lors en s'amplifiant. Meetings et manifestations antifascistes se succèdent. A chacun d'eux, des libéraux sont présents. Le 19 septembre 1935, à Mons, le député Ray-

(3) Cf. J. GOTOVITCH, "La Belgique et la guerre civile espagnole : un état des questions", *Revue Belge d'Histoire Contemporaine*, XIV, 1983, 3-4, pp. 497-532.

(4) Pour l'histoire du Front populaire en Belgique, cf. J. RATHE, *Bijdrage tot de geschiedenis van de Eenheids- en Volksfrontbeweging in België (1934-1937). Mislukking van een linkse Antifascistische Frontvorming*, VUB, Geschiedenis, 1969-1970.

(5) J. RATHE, *op.cit.*, p. 241.

mond Foucart donne son appui au Front populaire (6). Sous le slogan de "Pour le Front populaire! Contre le fascisme!", un grand meeting du CVIA réunit au Cirque Royal, le 19 octobre 1935, des personnalités de tous bords politiques. Trois libéraux prennent la parole : le député Marcel-Henri Jaspar, Henri Janne et Roger Motz, alors président des Jeunes Gardes Libérales de l'arrondissement de Bruxelles (7).

Le 16 décembre, le député Willem Janssens participe au meeting de la section anversoise du CVIA (8). A la même époque, les Etudiants Libéraux de l'ULB se joignent aux autres cercles de l'Université pour former une concentration antifasciste (9).

Le mouvement a donc, fin 1935, début 1936, un incontestable succès. La possibilité, néanmoins, d'une alliance électorale ne semble guère envisageable.

Une série d'organisations (10) et de personnalités venant de divers horizons ont certes adhéré au Front populaire, mais les deux partis indispensables à la réalisation des ambitions gouvernementales de ce dernier ne se sont guère ralliés. Déjà, le 9 novembre 1935, le secrétariat général du P.O.B. avait proposé au Conseil Général de repousser toutes les propositions de coalition avec les communistes (11). Quant aux libéraux, ils sont dès à présent divisés. Seuls les jeunes, pratiquement, ont apporté leur soutien à l'action du CVIA. Le Parti Libéral ne s'est guère prononcé, mais on imagine aisément le peu d'engouement qu'a suscité l'idée d'une coalition avec les socialistes et les communistes, dans le chef des grands leaders conservateurs du Parti. Et ceci souligne le fossé qui s'est creusé entre les aspirations des jeunes libéraux, dont l'action, d'autre part, a été déterminante lors des Journées d'Etudes de décembre 1935, qui ont marqué un renouveau doctrinal du libéralisme, (12) et les "vieilles gloires" libérales. Du côté de la presse libérale, enfin, le Front populaire ne semble pouvoir compter sur aucun appui (13).

(6) *Ibidem.*, p. 252.

(7) *Ibidem.*, p. 284.

(8) *Ibidem.*, p. 246.

(9) *Ibidem.*, p. 245.

(10) Citons, entre autres, la Ligue des Droits de l'Homme, la Fédération des Sociétés des Libres Penseurs, l'Union des Socialistes Antifascistes, les Femmes Socialistes, les Anciens Combattants Socialistes et le Parti Communiste.

(11) J. RATHE, *op.cit.* p. 290.

(12) Sur ces journées d'études, cf. B.S. CHLEPNER, *Cent ans d'histoire sociale en Belgique*, 5ème tirage, Bruxelles, 1983, pp. 353-354.

(13) Seul l'*Express* fera montre, en juin 1936, de quelque sympathie pour le principe du "rassemblement démocratique". Mais le journal en percevait tant les limites sur le plan tactique, — le danger d'une stratégie

Le malaise, cependant, n'est pas encore apparu clairement. En Belgique, comme nous l'avons dit plus haut, le Front populaire a peu d'espoir d'aboutir à un résultat concret. D'autre part, quoique déjà présente et active, l'extrême-droite rexiste n'a pas encore eu l'occasion de subir l'épreuve électorale et de modifier l'équilibre des forces politiques. A l'extérieur, la situation est encore peu trouble. Fin 1935, ni l'Espagne ni la France n'ont leurs gouvernements de Front populaire.

Mais les événements se précipitent dans les premiers mois de 1936. En février, le Front populaire triomphe en Espagne. Le climat tendu qui suit les élections, les grèves, les incendies d'églises, les assassinats politiques qui se succèdent à un rythme accéléré annoncent déjà la guerre civile (14).

En France, une vague de grèves et d'occupations d'usines accompagne, en mai et juin, l'installation du ministère de Front populaire dirigé par Léon Blum (15).

En Belgique également, les choses se sont radicalement modifiées. Les élections législatives du 24 mai 1936 ont vu la polarisation de l'électorat. Les partis de la coalition gouvernementale ont perdu 20 sièges au profit de l'extrême-gauche communiste, qui a triplé sa représentation à la Chambre, et de l'extrême-droite. Le VNV a obtenu 16 sièges à la Chambre, contre 8 en 1932. Surtout, les rexistes créent la surprise en obtenant du premier coup 21 sièges de députés (16).

La reconduction, le 13 juin, du gouvernement Van Zeeland ne dissipe pas le malaise. Parties d'Anvers, des grèves se propagent dans tout le pays (17). Les partisans du Front populaire, malgré l'échec que constitue pour eux la poursuite de l'expérience d'Union nationale, n'ont pas désarmé : le 28 juin, un comité d'initiative est mis sur pied à Bruxelles. Trois libéraux en font partie (18). En juillet encore,

d'opposition des "blocs" —, que son impossibilité arithmétique. Cf. *L'Express*, 12 et 13 juin — 1936.

(14) Cf. H. THOMAS, *La guerre d'Espagne*, Paris, 1961, pp. 120 ss.

(15) Cf. J. DELPERRIE DE BAYAC, *Histoire du Front populaire*, Paris, 1972, pp. 239-342.

(16) Cf. C.H. HOJER, *op.cit.*, p. 247-248.

(17) *Ibidem.*, pp. 254-255.

(18) *L'Express*, 30 juin — 1936, p. 1. Il s'agit de Henri Janne, de Roger Motz et de Maurice Destenay, président de la Fédération Nationale des Jeunes Libérales de Belgique. Le plus brillant partisan libéral du Front populaire, Marcel-Henri Jaspar, avait alors abandonné le mouvement en acceptant le portefeuille des Transports dans le deuxième gouvernement Van Zeeland.

ils poursuivront leur action en faveur du Front populaire (19). La confusion qui s'est installée en Belgique, les échos des troubles qui agitent l'Espagne et la France font naître chez bien des catholiques et des libéraux la crainte d'une menace communiste. Les slogans que répandent les uns et les autres ne sont pas de nature à calmer les esprits. Appuyant les efforts de constitution d'un Front populaire, le *Peuple* a lancé le slogan "Après l'Espagne, la France; après la France, la Belgique", une formule qui se révélera bientôt malheureuse (20). A l'extrême-droite, Degrelle exploite habilement une telle situation, en brandissant l'épouvantail du communisme et en lançant le slogan, sous forme d'ultimatum, de "Rex ou Moscou".

Les libéraux, dans ce contexte, sont, comme l'a noté Jaspas, "désaxés entre Rex et le Front populaire" (21). Si les jeunes veulent avant tout combattre le fascisme fût-ce en s'alliant pour cela aux communistes et aux socialistes, nombre de libéraux sont alarmés à l'idée d'un déferlement communiste dont Rex a su si bien tirer profit. En juin, Jean Rey, président de la JGL de Liège, se prononce contre l'adhésion des libéraux au Front populaire, non qu'il ne se sente attiré par "l'idée d'un grand rassemblement démocratique" mais il a deviné la menace pour le Parti : "L'adhésion d'une fraction libérale au Front populaire serait la dislocation du Parti et pousserait aussitôt l'aile droite vers un bloc opposé" (22). Cependant, et malgré l'acuité d'une telle situation, le Parti Libéral n'a pas cru devoir prendre position, et reste totalement inactif.

La guerre d'Espagne qui éclate alors vient frapper les imaginations et exacerber les craintes.

## LA GUERRE CIVILE ESPAGNOLE : LE MONDE LIBERAL DECHIRE.

Cette guerre civile qui éclate dans un pays dirigé par un gouvernement de Front populaire va sensiblement amplifier la grande peur du "péril bolcheviste".

Dès les premiers jours qui suivent le soulèvement militaire, une frange importante de la presse libérale mène une virulente campagne contre le gouvernement républicain. Le grand thème qui l'inspire est celui de "l'aboutissement logique" selon lequel la guerre civile est

(19) Cf. *Combat* 15 juillet — 1936, p. 2.

(20) J. WILLEQUET, "La politique intérieure de 1926 à 1965", *Histoire de la Belgique contemporaine, 1914-1970*, Bruxelles, 1974, p. 123.

(21) M.-H. JASPAR, *Souvenirs sans retouche*, Paris, 1968, p. 195.

(22) *Le Drapeau Bleu*, juin 1936, p. 1.

la conséquence inéluctable de l'arrivée au pouvoir du Front populaire dont on s'accorde à souligner "les sanglants excès", (23) les "menées démagogiques" (24) et "la politique sectaire, autocratique, partielle" qui ont "créé en Espagne une atmosphère de guerre civile" (25). Il est aisé de percevoir à quel point le spectre omniprésent du communisme a conditionné les prises de position. Déjà, en mars 1936, l'*Indépendance Belge* avait attiré l'attention sur "l'action dissolvante des émissaires du Komintern (...) pour bolcheviser l'Espagne" (26).

Rapidement, la conviction que le gouvernement espagnol est aux mains des communistes est devenue le leitmotiv dont s'emparent nombre de journaux libéraux. La *Gazette*, par exemple, parlera de la "dictature socialo-communiste" (27) et de l'"Espagne soviétique" (28) pour ne plus mentionner bientôt les Républicains que sous le terme méprisant de "Frente Crapular" (29).

La *Flandre Libérale*, de son côté, stigmatisera également le Komintern qui veut, affirme-t-elle, "par le moyen du Front populaire, instaurer la dictature du prolétariat" (30).

La hantise du "rouge" a écarté tout discernement de la part de ces journaux, dans lesquels le plus souvent le simplisme le dispute à l'amalgame. Le terme même de "communisme" englobe tout à la fois les communistes espagnols, le Komintern, les anarchistes "qui ont tué des milliers et des milliers de personnes, citer un chiffre est impossible" (31), les socialistes et leur leader, Largo Cabarelo, "dont on connaît les tendances extrémistes" (32), pour désigner en fin de compte l'ensemble du Frente Popular "qui est aux mains des gens de Moscou et qui est arrosé par l'argent de Moscou" (33). Même le très libéral Manuel Azana, président de la République espagnole, se verra représenté dans l'*Etoile Belge* comme "un homme plutôt médiocre, orgueilleux, gagné à toutes les théories subversives" (34).

On peut imaginer sans peine quelles seront les conséquences d'un

(23) *L'Etoile Belge*, 21 juillet — 1936, p. 1.

(24) *Le Matin*, 21 juillet — 1936, p. 1.

(25) *Le Journal de Liège*, 21 juillet — 1936, p. 1.

(26) *L'Indépendance Belge*, 24 mars — 1936, p. 1.

(27) *La Gazette*, 21 juillet — 1936, p. 3.

(28) *La Gazette*, 25 octobre — 1936, p. 1.

(29) *La Gazette*, 2 juillet — 1936, p. 1.

(30) *La Flandre Libérale*, 16 septembre — 1936, p. 1.

(31) *La Gazette*, 6 avril — 1937, p. 1.

(32) *L'Indépendance Belge*, 16 septembre — 1936, p. 1.

(33) *Les Nouvelles*, 17 août — 1936, p. 1.

(34) *L'Etoile Belge*, 5 janvier — 1937, p. 3.

tel état d'esprit: pour la plupart de ces journaux, l'unique option possible passe par le général Franco. Il ne pouvait d'ailleurs en être autrement dès le moment où le "communisme" seul représentait l'enfer. Sur le mode faussement interrogatif, *l'Indépendance Belge* avait clairement posé le problème: "De qui faut-il souhaiter la victoire?". Mais poser la question, n'était-ce pas y répondre? "Comment ne pas se souvenir de ce que les massacrés bolchevistes de Russie ont fait de ce pays?" poursuivait-elle en concluant: "Une dictature militaire elle-même ne vaut-elle pas mieux qu'une tragédie à la Lénine?" (35).

Tout aussi significative est cette petite phrase qui termine l'article par lequel la *Gazette de Charleroi* justifie son soutien à l'entreprise nationaliste: "Tout plutôt que périr soviétisé!" (36). Incarnant pour d'aucuns "l'homme énergique, enthousiaste, imprégné de mysticisme (...), qui veut avant tout sauver l'Espagne du communisme" (37), le général Franco allait bénéficier, tout au long de la guerre civile, de l'appui plus ou moins déclaré de nombreux journaux libéraux (38), tout comme d'ailleurs de celui du "spécialiste" libéral de la question espagnole, Robert Gillon, qui, dans les colonnes de la *Flandre Libérale*, estimera que "la liberté étant morte en Espagne", la "dictature des généraux" était préférable à "la tyrannie soviétique" (39).

Cependant, si en juillet 1937, *l'Indépendance Belge* peut noter que "beaucoup de libéraux éprouvent plus de sympathie pour Burgos que pour Madrid" (40), tous les libéraux ne sont pas convaincus, loin s'en faut, du bien-fondé de la croisade nationaliste. Depuis juillet 1936, un courant libéral a choisi clairement de condamner la rébellion, sinon d'appuyer la cause républicaine.

Mettant en exergue les aspects spécifiquement espagnols de la tragédie, — le poids de l'armée et de la grande propriété, les privilèges dont jouit l'Eglise, la puissance du mouvement anarchiste —, la *Dernière Heure* a vite fait de récuser le prétexte de péril rouge, dans le-

(35) *L'Indépendance Belge*, 20 août — 1936, p. 1.

(36) *La Gazette de Charleroi*, 26 juillet — 1936, p. 7.

(37) *L'Etoile Belge*, 28 juillet — 1936, p. 1.

(38) Parmi lesquels, on peut mentionner *l'Etoile Belge*, la *Gazette*, la *Gazette de Charleroi*, *De Gazette van Gent*, les *Nouvelles* et le *Flambeau*. Cf. M. D'HOORE, *Les libéraux belges face à la Guerre Civile Espagnole*, mémoire de licence, ULB, Histoire, Bruxelles, 1984-1985.

(39) R. GILLON, "Le brûlot espagnol", *La Flandre Libérale*, 20 décembre — 1936, p. 1. Robert Gillon connaissait bien l'Espagne à laquelle il avait consacré un ouvrage (*Visions d'Espagne et de Lusitanie*, Courtrai, 1910). Vice-président de la Gauche libérale du Sénat, il sera chargé à plusieurs reprises d'exprimer l'opinion de son groupe dans la question espagnole.

(40) *L'Indépendance Belge*, 25 juillet — 1937, p. 1.

quel elle se refuse à voir autre chose que "les paroles d'ignorants et d'agents provocateurs". Considérant le mouvement nationaliste comme "un suprême effort des réactionnaires espagnols qui veulent arrêter l'évolution démocratique de l'Espagne", le grand quotidien bruxellois, qui en a promptement deviné les accointances avec Rome et Berlin (41), ne cessera dès lors de le condamner.

A Liège, l'*Express* défend la cause gouvernementale avec une chaleur telle qu'en mai 1937, lorsque fait rage le conflit qui oppose les anarchistes au gouvernement catalan et aux communistes, il n'hésite pas à préconiser la liquidation des premiers pour que soit sauvegardée l'unité républicaine (42).

Comme la *Dernière Heure*, c'est dans la perspective de la lutte anti-fasciste que le quotidien liégeois situe son action dans le conflit d'Espagne. Il voit à ce moment augmenter son tirage, qui atteindra les 40.000 exemplaires (43).

D'une manière moins soutenue mais tout aussi catégorique, l'*Avenir du Tournaisis*, l'*Horizon* de Bruxelles et le *Journal du Luxembourg* opéreront de même pour les Républicains (44).

Influencés visiblement par le climat d'anticommunisme qui s'est installé en Belgique suite à la guerre d'Espagne (45), les jeunes libéraux n'ont guère fait preuve d'emballement à soutenir le gouvernement de Madrid. Les premières prises de position que l'on trouve sous la plume d'un Motz, d'un Rey ou d'un Destenay, loin de faire l'apologie de la République espagnole, expriment avant tout une condamnation sans équivoque de la rébellion militaire et de ses soutiens italo-allemands (46).

Il faut attendre fin 1937 pour avoir une idée plus nette de la position des Jeunesses Libérales. Le 14 novembre 1937, en effet, un Congrès extraordinaire des délégués se réunit à Bruxelles sur le thème de la politique étrangère de la Belgique.

Le rapport sur l'Espagne que Joseph de Grauw (47) expose aux délégués s'attache essentiellement à la dénonciation des interventions italiennes et allemandes dans la guerre civile.

(41) *La Dernière Heure*, 2 septembre — 1936, p. 1, 1 juin — 1937, p. 1 et 20 août — 1936, p. 1.

(42) *L'Express*, 8 juin — 1936, p. 1.

(43) M. SIMON-RORIVE, *La presse de gauche éditée ou diffusée à Liège face à la deuxième République espagnole (1931-1939). Etude de ses différentes tendances ainsi que de ses divergences avec le quotidien liégeois bénéficiant de la plus large audience : la Meuse*, Liège, ULg, 1970, p. 512.

(44) Cf. D'HOORE, *op.cit.*, pp. 103-105.

(45) Cf. *infra*, p. 15.

(46) Cf. D'HOORE, *op.cit.*, pp. 150-151.

(47) Vice-président de la JGL de Bruxelles-Ville.



En conclusion de ce rapport, la FNJLB adopte à l'unanimité un ordre du jour par lequel elle condamne "les agissements des Etats dictatoriaux" et "les violations répétées du droit et de la morale internationale en Espagne" (48).

Mais elle s'abstient néanmoins de remettre en cause la non-intervention à laquelle a adhéré le gouvernement belge, de même qu'elle se refuse à affirmer tout engagement collectif de sa part en faveur des Républicains (49). L'"épouvantail" du communisme tout comme d'ailleurs l'évolution interne du camp républicain (50) ont déterminé la plus grande prudence et empêché toute attitude positive. Cependant, quelques jeunes libéraux se signaleront par une action plus en pointe (51).

A l'ULB, l'évolution de la politique du Cercle des Etudiants Libéraux vis-à-vis de l'Espagne dans un sens toujours plus nettement pro-républicain coïncide avec les changements de ses comités annuels. Initialement raide et directement inspirée du grand thème libéral de la "lutte contre les extrémismes" qui s'est imposé fin 1936 (52), leur attitude s'assouplit en 1937 avec l'amorce d'une ouverture en direction de l'Association Générale des Etudiants, avec laquelle ils étaient brouillés (53). Située exclusivement, à ce moment, sur le plan humanitaire (54), cette ouverture annonce néanmoins un engagement dans la question espagnole qui va aller en s'accroissant.

(48) *La Dernière Heure*, 15 novembre — 1937, p. 3.

(49) Sur ce dernier point, le compte-rendu du Congrès que publie *Le Matin* est très significatif: "Sans vouloir prendre position pour l'un ou l'autre des protagonistes, M. de Grauw affirme, à titre personnel, sa sympathie pour une République jeune (...) qui eut à lutter, dès sa naissance, contre une coalition des intérêts attachés à l'exploitation des travailleurs". *Le Matin*, 16 novembre — 1937, p. 16. (C'est nous qui soulignons).

(50) Cf. D'HOORE, *op.cit.*, pp. 152-153.

(51) A Bruxelles, par exemple, les Jeunes Gardes Libérales avaient adhéré en juillet 1937 au "Comité belge d'Information et de Coordination pour l'Aide à l'Espagne républicaine (Cf. *La Voix du Peuple*, 29 juillet — 1937, p. 2). Sous la présidence de Norbert Hougardy, elles participeront, en février 1939, à une grande manifestation de soutien aux Républicains organisée par le CVIA (Cf. *Combat*, 11 février — 1939, p. 1). D'autre part, un jeune libéral, René Drèze, fait partie, en juillet 1938, de la délégation belge du Rassemblement Universel pour la Paix au Congrès de Paris, qui se prononcera pour le ravitaillement en armes et en vivres de l'Espagne républicaine (Cf. *Combat*, 30 juillet — 1938, p. 3).

(52) Cf. *infra*, p. 16-17.

(53) Voir à ce sujet la mise au point que signe Georges Marcq, président du C.E.L., dans les colonnes de *Bruxelles-Universitaire* du 20 octobre — 1937, p. 15.

(54) *Ibidem.*

Lorsqu'en décembre 1937, une délégation d'étudiants de l'ULB se rend en Espagne républicaine, deux libéraux l'accompagnent (55).

Mais c'est avec le comité 1938-1939 que les Etudiants libéraux passent à l'action politique. En collaboration étroite avec les autres cercles de l'ULB, ils participeront alors aux nombreuses actions en faveur de l'Espagne républicaine (56).

Pour compléter ce tableau, il faut encore évoquer la présence de certaines personnalités libérales au sein d'organisations qui soutiendront les Républicains espagnols. Mentionnons, par exemple, celle d'Auguste Buisseret, président de la Fédération libérale de l'arrondissement de Liège, qui sera l'un des avocats du CVIA chargés d'assurer la défense des personnes poursuivies pour recrutement de volontaires en Espagne, celle de Marcel-Henri Jaspar à la tête de la section belge du Rassemblement Universel pour la Paix, en 1938, celles de Raymond Foucart et de Paul Braun, à la Fédération nationale des Sociétés de Libres Penseurs (57).

Ce courant libéral, enfin, aura son représentant au Parlement, en la personne du liégeois Emile Jennissen, qui, à la Chambre, se distinguera par ses interventions critiques lors des débats sur la non-intervention (58).

## LA CAMPAGNE LIBERALE CONTRE LE FRONT POPULAIRE.

L'importance, chez les libéraux, du réflexe anticommuniste que la guerre d'Espagne a avivé, la brutalité avec laquelle ce réflexe est exprimé dans maints journaux libéraux, ne vont pas rester sans conséquences. Elles mettent un terme, en effet, à la collaboration libérale au projet de Front populaire et ruinent du même coup les espoirs, que d'aucune nourrissaient encore, de voir le Parti Libéral se rallier au mouvement.

L'initiative a désormais changer de camp. En même temps qu'elle se déchaîne contre le gouvernement de Madrid, c'est également contre toute tentation d'un Front populaire belge, qu'une fraction significa-

(55) Il s'agit de Marcq et de Willy Calewaert, président de la section bruxelloise du "Liberaal Vlaams Studentenverbond" Cf. *Rapport d'une délégation d'étudiants de l'ULB sur son voyage en Espagne du 18 décembre 1937 au 5 janvier 1938*, Bruxelles, 1938.

(56) Cf. D'HOORE, *op.cit.*, pp. 147-148.

(57) Cf. D'HOORE, *op.cit.*, pp. 156-162.

(58) Cf. *supra*, p. 19.

tive de la presse libérale multiplie les mises en garde (59). La peur du communisme se propage aussi dans les milieux initialement favorables au principe de la coalition antifasciste : les jeunes libéraux se raidissent vis-à-vis du Front populaire (60). Même les libéraux les plus résolument antifascistes sont entraînés dans le mouvement. Ce n'est pas, dans ce cas, la peur du "péril rouge" qui les motive, mais tout le danger d'une stratégie de concentration antifasciste que l'affolement des esprits a mis pleinement en lumière. Invoquant une prévisible scission du Parti Libéral en cas d'adhésion au Front populaire, Roger Motz rompt avec celui-ci (61). La *Dernière Heure*, qui n'a jamais été favorable au Front populaire (62), se lance dans la campagne. L'argument qu'elle met en avant pour justifier son choix traduit clairement la prise de conscience de l'inquiétant état d'esprit qui s'est développé en quelques semaines et que Rex entretient sagement : "Le Front populaire ferait le jeu des fascistes et des communistes mais des fascistes surtout, qui évoquent déjà le spectre de la révolution sanglante, les pillages d'églises, les atteintes à la propriété privée et toutes les tortures de l'enfer bolcheviste, qui, soit dit en passant, ressemble étonnamment au paradis fasciste..." (63).

Le trouble évident auquel sont en proie les libéraux atteint le Parti dont la direction, apparue depuis trop longtemps incapable d'y faire face et d'y porter remède, se voit ouvertement contestée et est contrainte de donner sa démission, le 18 octobre 1936.

L'élection, à la présidence du Parti, de Victor de Laveleye marque une nouvelle orientation du libéralisme. Le discours d'investiture du nouveau président donne le ton : il s'agit de faire du Parti Libéral "l'axe de la concentration", de "mener la contre-attaque sur deux fronts", le rexisme et le communisme, et, — preuve encore de l'omniprésente obsession des événements d'Espagne —, de "sauver le pays de la honte d'une dictature comme de l'horreur d'une guerre civile" (64).

(59) Cf. D'HOORE, *op.cit.*, pp. 189-190.

(60) Voir à ce propos l'interview que Norbert Hougardy avait accordé à José Gotovitch, le 23 août 1982 (Centre de Recherches et d'Études Historiques de la Seconde Guerre Mondiale).

(61) Cf. R. MOTZ, "Les libéraux et le Front populaire", *l'Horizon*, 15 août — 1936, p. 3.

(62) Cf. J. RATHE, *op.cit.*, p. 159.

(63) *La Dernière Heure*, 19 septembre — 1936, p. 1.

(64) D'autre part, deux ordres du jour sont adoptés par acclamations lors de cette assemblée du 18 octobre, l'un condamnant toute adhésion au Front populaire, l'autre flétrissant "l'alliance anti-nationale" conclue le 6 octobre entre Rex et le VNV. Cf. *Procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du Conseil National du Parti Libéral*, 18 octobre — 1936 (Centre Paul Hymans).

Coincés entre la montée du rexisme et la peur d'un bloc antifasciste que d'aucuns considèrent comme l'instrument du communisme, alarmés par les répercussions de la guerre civile espagnole, les libéraux se sont enfin trouvés "leur" position.

Entre les socialistes qui combattent "le fascisme international" et la droite qui lutte contre le "communisme international", ils se font désormais les défenseurs de l'union démocratique "contre tous les extrémismes". Les partisans de l'action antifasciste et ceux pour qui "le communisme est l'ennemi" se fondent, sous le slogan de "Ni Rex, ni Moscou", dans la campagne très active qui débute quelques jours plus tard. Dans cette optique, l'Espagne, représentée comme le champ de bataille sur lequel s'affrontent les "mystiques" communiste et fasciste (65), devient dans nombre de discours et d'articles l'exemple à travers lequel sont posés les principaux thèmes de ce "nouveau départ libéral": rupture définitive avec les formules de type Front populaire, considérés comme marchepied du communisme, cas espagnol à l'appui, lutte contre tous les extrémismes, réaffirmation du rôle historique du libéralisme modérateur appelé à être, entre le fascisme et le communisme, le centre de la coalition démocratique (66). Mais la réelle unanimité dans l'action, — "la lutte contre tous les extrémismes" —, n'a guère signifié l'unanimité dans l'esprit.

Les grandes lignes du clivage au sein du libéralisme se maintiendront jusqu'à la fin de la guerre civile.

Intervenue à quelques mois de la Seconde Guerre Mondiale, la victoire nationaliste sera saluée par de nombreux journaux comme "une défaite de plus pour le marxisme" (67). A l'opposé, le courant qui s'était prononcé contre la rébellion franquiste se montre peu à peu plus actif en même temps qu'il se voit renforcé par le revirement de la *Flandre Libérale* (68). C'est en 1938-39 que le camp républicain, au sein duquel le poids des communistes n'a fait que

(65) Le thème était déjà utilisé par quelques journaux libéraux, parmi lesquels *Het Laatste Nieuws*, *De Nieuwe Gazet*, *Het Volksbelang* et *Le Matin. L'Indépendance Belge*, passée en novembre 1936 aux mains de Solvay et devenue un "journal de concentration nationale", s'en fera également l'écho.

Cf. D'HOORE, *op.cit.*, p. 88 ss.

(66) Cf. D'HOORE, *op.cit.*, pp. 136-141 et pp. 192 ss.

(67) *Ibidem*, p. 169.

(68) Il faut rappeler que c'est en 1938-39 que se manifestent le plus clairement les Etudiants Libéraux et les Jeunes Libéraux. Quant à la *Flandre Libérale*, initialement prête à se ranger aux côtés de "ceux qui se dressent résolument contre le communisme", elle amorçe dès 1937 un revirement qui ne cessera dès lors de s'affirmer.

Cf. D'HOORE, *op.cit.*, pp. 171-173.

croître, a le plus de sympathisants parmi les libéraux belges. Et ce paradoxe apparent témoigne encore — si besoin en était — de tout ce qu'il y eut de profondément instinctif, irrationnel, dans cette grande peur du communisme (69).

## LES LIBÉRAUX UNANIMES : LA NON-INTERVENTION.

Divisés dans leurs sentiments, les libéraux devaient néanmoins s'accorder sur un point capital : celui de la non-intervention. Déjà, avant la proposition française du 3 août, une série de journaux libéraux ont réclamé la mise en oeuvre d'une politique permettant d'éviter l'extension du conflit. Devenue peu après la politique officielle de nombreux pays à l'égard de l'Espagne, la non-intervention recueille l'adhésion unanime de la presse libérale (70). Guère discutée au Parti Libéral, elle est approuvée explicitement pour la première fois à la Chambre. Le 24 novembre, le député Van Glabbeke, s'improvisant porte-parole du groupe libéral, assure le ministre des Affaires Etrangères de l'appui de "l'opinion publique libérale" à sa politique "réaliste et positive" (71).

C'est le président de Laveleye, enfin, qui se fait à plusieurs reprises l'ardent défenseur d'une non-intervention musclée, telle que la fait appliquer François Bovesse, ministre libéral de la Justice chargé de prendre les mesures destinées à assurer le respect des engagements internationaux de la Belgique (72).

Cette unanimité n'est pas démentie pas les votes des deux projets de loi déposés devant les Chambres par Bovesse. Si Jennissen dépose un amendement visant à "adoucir" le premier projet, — amendement qui est immédiatement repoussé par ailleurs —, le principe même de la non-intervention ne fait l'objet d'aucune mise en cause de la part des libéraux. Les Gauches libérales voteront les deux projets à une majorité écrasante (73).

Il faut s'interroger évidemment sur les motifs de cette unanimité. Certes, c'est au nom du maintien de la paix que tous ont appuyé cette politique. Mais si l'on y regarde de plus près, il apparaît clairement, cependant, que cet argument sincère s'est souvent accompagné de considérations idéologiques avec lesquelles le réalisme constamment invoqué par les avocats de la non-intervention n'a pas

(69) Cf. D'HOORE, *op.cit.*, pp. 199 ss.

(70) Cf. D'HOORE, *op.cit.*, pp. 106-111.

(71) *Annales Parlementaires Chambre*, 24 novembre — 1936, p. 494.

(72) Cf. D'HOORE, *op.cit.*, pp. 130-132.

(73) *Ibidem*, pp. 133-135 et pp. 143-144.

grand-chose à voir. Aux sentiments partagés des libéraux correspondirent des manières très différentes de concevoir la non-intervention. Ainsi, pour tous les journaux qui prirent parti contre Madrid, le grand danger pour la paix, ce fut d'abord, et surtout, la France du Front populaire et l'Union Soviétique. Si ces mêmes journaux furent toujours prompts à blâmer les "agissements soviétiques" en Espagne, à protester contre l'aide étrangère que les Républicains recevaient "en ordre principal de l'URSS", ils firent preuve de moins d'indignation face aux interventions massives des puissances de l'Axe.

En fin de compte, la conviction que le communisme était le seul danger pour la paix en Europe amena nombre de ces journaux à fermer les yeux sur les agissements italo-allemands.

Ceux qui considéraient l'Espagne comme le champ de bataille des idéologies fasciste et communiste ne furent guère, et pour cause, plus critiques. Leur position même excluait d'office toute idée d'intervention au profit de l'un ou l'autre des protagonistes, et leur interdisait une remise en cause de cette politique, qui eut forcément fait le jeu d'une des deux "mystiques".

Plus vigilants et circonspects, la *Dernière Heure* et l'*Express* restèrent cependant fidèles contre vents et marées à la non-intervention. Contrairement à ce qui se produisit chez les socialistes, le souci du maintien de la paix, fût-ce à n'importe quel prix, fut plus déterminant, pour ces deux journaux, que le combat anti-fasciste.

Rares et tardives, les remises en cause libérales de la non-intervention furent le fait, notamment, de Jennissen, en mars 1938, des Etudiants Libéraux et des JGL de Bruxelles, fin 1938, début 1939, de la *Flandre Libérale* qui sur ce point ne fut pas la seule à surprendre: estimant que les puissances démocratiques avaient été constamment bernées, l'ancien président de Laveleye, partisan zélé de la non-intervention, proposait, lors d'une réunion de la Fédération libérale de Bruxelles, le 12 janvier 1939, la sortie de la Belgique du Comité de non-intervention (74).

## **LA QUESTION DE BURGOS: LES LIBÉRAUX DEFENSEURS DE L'INTERET NATIONAL.**

Apparue dans les premiers mois de 1938, la question de l'envoi, auprès de Franco, d'un délégué commercial belge fait l'objet, rapidement, d'un débat passionné où arguments d'ordre économique et arrière-pensées politiques se mêlent et parfois se confondent. Hermé-

(74) Cf. D'HOORE, *op.cit.*, pp. 106 ss et pp. 175 ss.

tiques aux considérations économiques qu'on leur expose, les partisans de l'Espagne républicaine voient dans cette question le premier jalon d'une reconnaissance de la junte de Burgos qu'ils combattent avec acharnement.

A droite, le zèle des catholiques, des rexistes et des nationalistes flamands qui estiment que les intérêts commerciaux de la Belgique doivent seuls être pris en compte ne parvient pas toutefois à faire oublier leur bienveillance pour la croisade anti-communiste du général Franco.

Tous, pris sous cet angle, semblent donc avoir adopté des positions qui s'inscrivent dans une ligne cohérente par rapport à leurs affinités (75).

Mais, dans ce débat également, les libéraux font figure d'exception. En ce qui les concerne, en effet, on ne peut observer que partiellement la continuité des attitudes. Si les journaux anti-républicains et "neutres" soutiennent la thèse de l'envoi d'un délégué commercial, si la *Dernière Heure* et l'*Express*, comme les Etudiants libéraux ou Jennissen, transposent leur hostilité à Franco sur le terrain de Burgos, il n'y a pas eu, paradoxalement, de lien mécanique entre les sympathies de libéraux à l'égard des Républicains et leur attitude face à la question de Burgos (76).

La désormais très anti-franquiste *Flandre Libérale*, comme l'*Horizon*, et, dans une certaine mesure, l'*Avenir du Tournaisis* acceptèrent l'idée de l'envoi d'une représentation belge à Burgos. Il en fut de même pour de jeunes libéraux, tels de Grauw ou Destenay.

D'une manière générale, et si l'on excepte les quelques "irréductibles", les libéraux furent pratiquement unanimes à appuyer le ministre Spaak tout au long de la crise de Burgos, en centrant toute leur argumentation sur un seul et même point : l'intérêt économique de la nation, qui devait prendre le pas sur toutes les considérations idéologiques.

Certes, il serait excessif d'affirmer que ces dernières n'ont pas été pour beaucoup dans le zèle dont certains ont immodérément fait preuve en se présentant en champions de l'intérêt national (77).

Mais, le consensus libéral autour de l'argument de l'intérêt économique et l'adhésion à cet argument de libéraux guère suspects de sym-

(75) Cf. D'HOORE, *op.cit.*, pp. 209 ss.

(76) Il faut insister sur le fait que ce mouvement ne s'effectua que dans un sens. Aucun "anti-républicain" ne se prononcera, comme on peut s'en douter, contre l'envoi d'un délégué à Burgos.

(77) Il suffit d'évoquer, par exemple, l'attitude de la *Gazette*, qui grossit intentionnellement, semble-t'il, le chiffre des avoirs belges en Espagne et alla jusqu'à prédire la fermeture d'une partie de l'industrie belge et un regain

pathies franquistes, attestent que l'idéologie n'a pas été seule déterminante.

Comme tel, d'ailleurs, le thème de l'intérêt économique n'a rien de très surprenant de la part des libéraux. Il faut se rappeler les multiples liens qui unissent les milieux libéraux aux milieux d'affaires (78). Ce n'est d'ailleurs là qu'un aspect de la question. En 1935, le Parti Libéral avait adopté, à l'issue de ses Journées d'Etudes, un nouveau programme mis au point par les jeunes.

L'un des points de ce programme préconisait "l'instruction formelle aux agents diplomatiques et consulaires d'avoir à appliquer en ordre essentiel leur mandat commercial" ainsi que "l'augmentation du nombre suffisant d'attachés commerciaux" (79).

Dès lors, et ce en toute légitimité, les libéraux pourront faire apparaître leurs revendications dans la question de Burgos comme une exigence conforme à leur programme économique (80).

Le rapporteur de la section économique aux Journées Libérales se manifesterait d'ailleurs en personne : Joseph de Grauw, dont on se souvient des sympathies "républicaines", rappellerait les vues qu'il avait développées dans le programme du Parti, en se gardant de faire toute allusion à caractère politique.

Enfin, les prises de position de la *Flandre Libérale*, de *l'Horizon*, et d'un certain nombre de personnalités libérales anti-franquistes en faveur de l'envoi d'un attaché commercial à Burgos viennent confirmer la sincérité, au moins chez une partie des libéraux, de l'argument économique (81).

Durant toute la crise de Burgos, les libéraux se profileront comme les modérateurs qu'inspire seul l'intérêt du pays, en manifestant constamment la volonté de ne pas compromettre davantage la situa-

substantiel du chômage en cas de refus du gouvernement belge d'envoyer un délégué commercial en Espagne nationaliste.

Cf. *La Gazette*, 30 décembre — 1937, p. 1.

(78) Quelques grands noms de l'industrie sont des élus libéraux, par exemple, l'armateur Léon Dens, le baron Boël, Paul Henricot et Henri Beauduin. Quant aux attaches de la presse libérale avec les milieux d'affaires, mentionnons celles des *Nouvelles* avec Boël, de la *Flandre Libérale* avec Liebaert, Story et de Smet de Nayer, de *l'Indépendance Belge* avec Solvay et de *l'Etoile Belge* avec Georges Marquet, ces deux derniers figurant, par ailleurs, parmi les plus gros investisseurs belges en Espagne. Cf. D'HOORE, *op.cit.*, pp. 218-222 et p. 249.

(79) *Les Journées Libérales*, 7 et 8 décembre — 1935, Bruxelles, 1935, p. 4.

(80) Sur ce point, voir le mémorandum soumis par les Gauches Libérales au Premier Ministre, le 29 avril 1938, dans *l'Indépendance Belge*, 30 avril — 1938, p. 1.

(81) Cf. D'HOORE, *op.cit.*, pp. 248-254.



tion du gouvernement.

L'ironie du sort voudra qu'au nom de l'intérêt national, ils provoquent la chute, en février 1939, de ce gouvernement Spaak, qu'au nom de l'intérêt national, ils avaient tout fait pour sauver dans la crise de Brugos (82).

## CONCLUSIONS.

Si l'on considère leur attitude face aux grandes questions que la guerre d'Espagne souleva en Belgique, on ne peut que conclure à l'unité presque totale des libéraux.

Dans la presse, au parti, au Parlement, une large majorité s'est prononcée sans faiblesse pour le non-intervention comme pour l'envoi d'un attaché commercial à Burgos.

Vus de loin, les libéraux se sont profilés comme les tenants du réalisme constamment invoqué par Spaak, et ont pleinement assumé ce rôle de défenseurs de l'intérêt national qu'ils invoquèrent à maintes reprises. Pourtant, derrière cette relative harmonie, les sentiments n'ont guère été unanimes.

Face à la République espagnole démocratique, laïque, aux prises avec un soulèvement militaire se réclamant de traditions catholiques de l'"Espagne éternelle" et bénéficiant de l'appui massif des puissances totalitaires, les libéraux vont se déchirer.

Il y eut des libéraux anti-républicains ou ouvertement pro-franquistes, des libéraux anti-franquistes ou pro-républicains, des neutres, ou encore des libéraux qui, d'abord favorables à l'un ou l'autre camp, évoluèrent soit vers l'abstention, soit vers un complet revirement d'opinion.

La peur du rouge apparaît dans ce tableau comme l'élément commun à la plupart des attitudes. Elle conduisit les uns à souhaiter la victoire des Nationalistes, elle empêcha beaucoup d'autres de transformer leur hostilité aux rebelles en un appui positif aux gouvernements.

Il faut pour la comprendre revenir à la question du Front populaire. Eclatée en juillet 1936, la guerre civile espagnole apparaît comme le détonateur d'un profond malaise né à une époque où les libéraux sont confrontés aux tentatives de création d'un rassemblement anti-fasciste auquel certains d'entre eux adhèrent tandis que d'autres déjà, croient voir se dessiner une menace communiste.

Et cette "grande peur bourgeoise" que la guerre civile allait exacer-

(82) Cf. D'HOORE, *op.cit.*, pp. 234 ss.

ber, tout comme la déclaration de guerre, qui s'ensuivit, à "tous les extrémismes" témoignent de toute la difficulté, pour les libéraux, de se situer entre leurs vieilles craintes du "rouge" et la montée de ceux qui affirmaient qu'ils allaient en finir avec le communisme.